



ESJ Social Sciences

Covid-19 et impacts du confinement sur la population de Niamey (Niger)

Ibrahim Ousseini Issa

Sociologue, Faculté des Sciences de l'Éducation (FSE)

Université de Tahoua, Niger

[Doi:10.19044/esj.2021.v17n27p22](https://doi.org/10.19044/esj.2021.v17n27p22)

Submitted: 13 May 2021

Accepted: 01 July 2021

Published: 31 August 2021

Copyright 2021 Author(s)

Under Creative Commons BY-NC-ND

4.0 OPEN ACCESS

Cite As:

Issa O. I.(2021). *Covid-19 et impacts du confinement sur la population de Niamey (Niger)*. European Scientific Journal, ESJ, 17 (27), 22. <https://doi.org/10.19044/esj.2021.v17n27p22>

Résumé

Appelée « virus chinois » au début de sa propagation, la maladie à coronavirus 2019 (Covid-19) a bouleversé la planète terre à cause de son ampleur sanitaire, socio-économique, culturelle, géopolitique, etc. Au moment où les pays occidentaux et autres contrées du monde, en l'occurrence l'Amérique Latine et quelques pays asiatiques comme la Chine et l'Inde, comptent leurs milliers de morts et millions d'infectés par cette maladie, en Afrique subsaharienne particulièrement au Niger la Covid-19 a eu très peu d'impact sanitaire sur la population. Mais pour des mesures préventives, les gouvernants nigériens ont pris des dispositifs coercitifs semblables à ceux des pays fortement touchés par la pandémie du coronavirus. Ainsi, il est à constater le confinement d'une importante partie de la population et l'instauration d'un couvre-feu nocturne qui restreint ipso facto les libertés individuelles fondamentales. Cette restriction n'a pas été sans conséquence sur le climat social, provoquant ainsi des remous sociaux, des vives contestations voire la désobéissance civile résultant par des violences policières hors normes surtout à Niamey dans la capitale nigérienne. Cette étude est essentiellement basée sur la méthode qualitative à travers l'usage de la grille d'observation et du guide d'entretien semi-dirigé comme outils d'enquête pour analyser les impacts du confinement contre la Covid-19 sur les personnes victimes et témoins des effets du couvre-feu et/ou des violences policières à Niamey. Leurs perceptions déterminent des comportements qui banalisent ou non les gestes barrières contre le coronavirus. Quant aux résultats de l'étude, ils

montrent que les violences policières reflètent le caractère conflictuel de la gestion de cette pandémie et freinent l'adhésion pacifique et totale de la population aux mesures préventives contre la Covid-19. Ces résultats montrent aussi que l'absence des mesures d'accompagnement conséquentes des autorités politiques a considérablement contribué à l'inobservance desdites mesures par la population de Niamey.

Mots clés : Covid-19, confinement, violences policières, désobéissance civile, crise sociale

Covid-19 et impacts du confinement sur la population de Niamey (Niger)

Ibrahim Ousseini Issa

Sociologue, Faculté des Sciences de l'Éducation (FSE)
Université de Tahoua, Niger

Abstract

Some people name it "Chinese virus" as it spreads. The 2019 coronavirus disease (Covid-19) disrupts our planet earth because of its health, socio-economic, cultural, geopolitical scale, etc. At a time when Western countries and other parts of the world, in this case Latin America and some Asian countries such as China and India, count their thousands of deaths and millions infected by this disease, in Sub-Saharan Africa particularly in Niger, Covid-19 has very little health impact on the population. But, for preventive measures, Nigerian rulers have taken coercive measures similar to those in countries strongly affected by the coronavirus pandemic. Thus, it is to be noted that locking down a large part of the population and setting of a night curfew which ipso facto restrict fundamental individual freedoms. Indeed, this restriction has consequences on social scale by causing for instance social unrest, strong protests and even civil disobedience resulting in extraordinary police violence, especially in Niamey, the capital City of Niger. This study is essentially based on the qualitative method through the use of observation grid and semi-structured interview guide as survey tools to analyze the impacts of locking down against Covid-19 of people who are victims and witnesses of the curfew effects and/or police violence in Niamey. Their perceptions determine behaviors that may or may not trivialize barrier gestures against coronavirus. As for the outcomes of our study, they show that police violence reflects conflictual nature of management of this pandemic and hinders the peaceful and total support of the population for preventive measures against Covid-19. These results also show the absence of subsequent additional

measures from political authorities leading considerably to the non-observance of these measures by the population of Niamey.

Keywords: Covid-19, locking down, police violence, civil disobedience, social crisis

Introduction

A Niamey, comme presque sur l'ensemble du territoire nigérien, le confinement suivi du couvre-feu nocturne a été décrété et observé pendant une période d'à peu près trois mois (mars-juin 2020). L'état d'urgence sanitaire, l'isolement de la ville de Niamey, l'empêchement des cérémonies de mariages, des baptêmes, la fermeture des établissements scolaires, des bars et restaurants, des lieux de cultes, la fermeture des frontières terrestres et aériennes, l'interdiction aux compagnies de transport d'être opérationnelles, etc., sont entre autres les faits marquant l'avènement et surtout la gestion par les autorités publiques de la pandémie du coronavirus.

Ce dernier, selon Murhula Kashongwe et al. (2020 : 3686), est le virus « SARS-COV 2 le Syndrome Respiratoire Aigu Sévère à Corona Virus SARS-COV 2 appelé aussi Corona Virus Disease 19 (COVID-19) est un virus faisant partie de la famille des Coronaviridae. Il est responsable d'infections respiratoires chez les mammifères et les oiseaux ». Medecines for Humanity (2020 : 3) précisent que « Le nouveau coronavirus et sa maladie (COVID-19) est une nouvelle souche de coronavirus trouvée pour la première fois à Wuhan, en Chine, en décembre 2019 ». Cette période caractérise le moment d'apparition de ce nouveau virus qui, dans un laps de temps, se fait connaître à l'échelle mondiale par le canal des médias nationaux et internationaux mais aussi à travers l'internet principalement les réseaux sociaux.

Ainsi, à cause de son mode de propagation rapide ayant sérieusement affecté les secteurs sanitaire, socio-économique, culturel, etc., la Covid-19 a bouleversé le monde notamment les Etats occidentaux, asiatiques et ceux de l'Amérique Latine qui ont enregistré des forts taux de mortalité et un nombre important des personnes infectées par cette maladie. Contrairement en Afrique subsaharienne particulièrement au Niger où cette dernière a eu très peu d'impact sanitaire sur la population. Malgré cet état de fait et pour des mesures préventives, les autorités politiques nigériennes ont pris des dispositifs coercitifs, souvent contraignants, semblables à ceux des pays fortement touchés par les effets dévastateurs, c'est-à-dire mortels, de la pandémie.

Ces dispositifs concernent surtout le confinement d'une importante partie de la population et l'instauration d'un couvre-feu nocturne qui restreint automatiquement les libertés individuelles fondamentales. Du coup, ce couvre-feu bafoue, remet en cause l'exercice des droits des citoyens en les empêchant tout simplement de circuler librement pendant la nuit, de vaquer à

leurs occupations quotidiennes en interdisant les activités sociales, économiques, religieuses et culturelles. Autrement dit, la violation flagrante de ces droits a été possible sous couvert de la crise et de l'état d'urgence sanitaires liés à la Covid-19. Alors qu'en temps normal, il est presque impossible pour les organisations de la société civile et celles de défense des droits de l'Homme de laisser le pouvoir politique exercer une telle dictature ou d'abus de pouvoir sur la population.

Faut-il noter par ailleurs que cette restriction a impacté négativement le climat social d'où la résurgence des vives contestations sociales souvent conduites par les jeunes des différents quartiers de la capitale. En effet, un certain « sentiment d'injustice structure les représentations sociales des habitants des quartiers populaires urbains, mais il se mêle aussi à des relents d'amertume et de suspicion » (Marlier, 2020 : 2). Selon le même auteur « les mesures prises par le pouvoir au sujet du confinement ne sont pas directement comprises comme des mesures sanitaires, mais plutôt comme des mesures répressives » (*Idem*, p. 3). Cela explique mieux la désobéissance civile qui s'est vue naître avec comme corollaires les violences policières hors normes exercées généralement par les forces de sécurité surtout sur les jeunes des quartiers populaires de Niamey qui investissent ou occupent au quotidien l'espace urbain.

Donc le confinement paraît être « une épreuve appréhendée comme insurmontable dans la mesure où vivre dehors répond pour eux à des impératifs économiques, sociaux et existentiels. [...] ils sont privés d'espaces de sociabilité dont le support principal est l'espace résidentiel de la cité » (Marlier, 2020 : 2). Le confinement perturbe cependant l'espace social des cités en provoquant des tensions entre les occupants de cet espace et ces forces de sécurité qui ont normalement pour mission d'établir l'ordre dans le respect strict de la loi, des principes et valeurs républicains. Mais fort malheureusement, les constats donnent à voir que cela n'a pas été au rendez-vous à cause des cas de violences physiques enregistrés çà et là dans les différents quartiers et places publiques de la capitale.

En d'autres termes, Space for Peace, Humanity United et Peace Direct (2020 : 4) affirment à ce propos que le confinement entraîne « une augmentation épouvantable de la violence contre les femmes et les enfants. Les restrictions imposées aux rassemblements et aux déplacements entravent les processus de paix, ce qui risque d'exacerber les tensions ou de privilégier certains groupes par rapport à d'autres ». Car il a été constaté qu'au moment du couvre-feu nocturne à Niamey les quartiers résidentiels, c'est-à-dire là où habitent les classes sociales aisées ayant une certaine assise politico-économique, ont été moins les foyers de tensions et d'effervescence contrairement dans les quartiers populaires où vivent en majorité les citoyens de « seconde zone » ou classes sociales défavorisées. Alors, qu'est-ce qui

explique le caractère conflictuel de la gestion de la Covid-19 à Niamey ? Qu'est-ce qui est à la base du « dialogue du sourd » entre les principaux acteurs du conflit ? Quel est l'impact du confinement sur la population ?

1. Méthodologie de la recherche

Pour la collecte des données empiriques, le guide d'entretien semi-dirigé et la grille d'observation sont mobilisés comme outils de recherche. Ces derniers relèvent essentiellement de la méthode qualitative qui a permis d'inscrire la présente approche méthodologique dans une démarche socio-anthropologique à travers les rencontres répétées avec les enquêtés afin de recueillir leurs témoignages sur les impacts du confinement contre la Covid-19 sur la population à Niamey. Cette démarche a permis d'effectuer aussi une série d'observations dans le but de comprendre, dans les moindres détails, les « non-dits » de la population de l'étude. En effet, celle-ci a concerné une trentaine de personnes, à statuts socioprofessionnels différents tous âges et sexes confondus, victimes et témoins du couvre-feu nocturne et/ou des violences policières lors dudit confinement. Le choix de cette catégorie des personnes à enquêter se justifie par la possibilité de recueillir des informations sur leurs perceptions et attitudes ayant favorisé des comportements qui expliquent non seulement le manque d'adhésion pacifique et totale de la population aux mesures préventives, mais aussi la banalisation ou non des gestes barrières contre la Covid-19.

Par ailleurs, quelques entretiens ont été également effectués avec les personnes proches ou en contact direct avec ladite population d'étude. Leurs témoignages sur le sujet ont permis de compléter et d'enrichir l'analyse des données issues de l'enquête du terrain. Enfin, pour la méthode de dépouillement de ces données, il a été question de transcrire les audios enregistrées, d'analyser aussi les prises de notes des enquêtes pour en faire une synthèse

2. Résultats de la recherche et discussion des résultats

2.1. Résultats de la recherche

Les résultats de la recherche s'articulent autour de trois (3) points essentiels qui font l'objet de la présente analyse. En effet, le premier point concerne les caractères conflictuels de la gestion de la Covid-19 à Niamey. Le second point étudie les violences liées à la gestion du confinement et du couvre-feu nocturne. Enfin pour le troisième point, il s'agit d'analyser les gestes barrières, mais aussi les comportements des personnes victimes et témoins des effets du couvre-feu et/ou des violences policières.

2.1.1. Caractères conflictuels de la gestion de la Covid-19 à Niamey

Parler du coronavirus au Niger, revient tout d'abord à souligner les faits ou actions qui ont eu à marquer l'avènement de cette pandémie, surtout sa gestion par les autorités publiques à Niamey. En effet, dans cette ville particulièrement il a été décrété et observé le confinement suivi du couvre-feu nocturne pendant une période d'à peu près trois mois (mars-juin 2020). Cela n'a pas été sans conséquence sur les populations de la capitale nigérienne, provoquant ainsi une certaine restriction pour elles de poursuivre normalement leurs activités quotidiennes socio-économiques, culturelles et religieuses. Par exemple l'état d'urgence sanitaire ; l'isolement de la capitale Niamey ; l'empêchement des cérémonies de mariages, des baptêmes ; les attroupements autour des cortèges funéraires ; la fermeture des établissements scolaires, universitaires, des bars et débits de boisson, des restaurants et des lieux de cultes, des sports et loisirs ; la fermeture des frontières terrestres et aériennes ; l'interdiction aux compagnies de transport (les bus notamment) d'être opérationnelles, etc. C'est à ce niveau qu'il fallait noter que les réseaux sociaux, la presse publique et privée ont servi de canaux d'une communication intense pour alerter les gens par rapport aux signes de la maladie mais aussi sur comment éviter ou limiter la propagation du virus.

Ces autorités ont imposé des mesures barrières à l'instar du port des bavettes, la mise en place du dispositif du kit de lavage des mains un peu partout à Niamey, la distribution souvent gratuite des bavettes et la distanciation physique caractérisée par le fait de ne pas se serrer les mains. La population de Niamey a vécu durement la période du confinement dans la peur et l'inquiétude, parce que les gens se sont vus prisonniers dans leurs propres maisons. Ce confinement a été difficile surtout l'imposition du couvre-feu à partir de 19h : *« la période du confinement à Niamey c'est de la merde, de l'enfer. Des gens étaient tabassés à mort. L'exemple d'un boutiquier du quartier qui, en entendant des bruits autour de sa boutique, était sorti pour voir ce qui se passait et voilà que les gardes le tabassaient à mort »*. En outre, cette période de confinement a affaibli les relations sociales dans la mesure où les gens, à un moment donné, étaient réticents de rendre visite à leurs proches ou de se rassembler en des petits groupes dans certains quartiers de la capitale.

Sur le plan économique, ces nouvelles mesures du confinement ont eu comme conséquences d'empêcher la bonne circulation des personnes et des biens, d'accroître ou de rehausser le taux de chômage et d'affaiblir le pouvoir d'achat des ménages qui a pris un coup dur à cause de l'exorbitante hausse des prix des denrées alimentaires de premières nécessités. A ces dernières, s'ajoute l'achat des bavettes, des gels hydro-alcooliques ou désinfectants qui ne sont pas à la portée des couches sociales vulnérables qui ont très peu ou pas du tout bénéficié des mesures d'accompagnement pour juguler la crise sanitaire de Covid- 19. Aussi, l'isolement de la ville de Niamey a entraîné des pratiques

informelles au niveau du transport où les mesures sont contournées par les transporteurs et les usagers du transport en commun. En effet, malgré l'interdiction officielle des autorités publiques de sortir de la ville, les gens ont trouvé les moyens d'y sortir mais tout en multipliant les prix du transport par deux, par trois, etc. Par exemple pour des distances qui étaient de 2 000 FCFA avant le confinement, pendant cette période de pandémie les usagers déboursaient 10 000 FCFA pour la même distance. D'où l'appellation de « *Business coronavirus* » par la population de Niamey pour illustrer le côté lucratif de la pandémie de covid-19 par les acteurs du système. Parlant de ce business, un transporteur en commun témoigne ceci: « *Avec cette allure, si le coronavirus continue je pourrai suffisamment gagner d'argent pour prendre une seconde épouse. On s'en sort très bien avec ce virus qui a imposé l'isolement de la ville de Niamey et qui a augmenté du coup le prix du transport* ».

Revenons aux mesures préventives, comme le souligne un de nos enquêtés lors d'un entretien, « *les mesures à respecter sont dures et insupportables pour la population. Ils ont imposé des méthodes militaires, musclées pour fléchir la population* ». Il s'agit ici des mesures préventives gouvernementales pour prévenir et lutter contre la Covid-19. L'adoption de ces mesures démontre un geste politique fort de la part des gouvernants bien que certaines d'entre elles semblent être peu efficaces dans le contexte nigérien. A l'exemple de la distanciation sociale qui est très peu respectée parce qu'on trouve à Niamey des maisons habitées par une quinzaine de personnes, ou des chambres dans lesquelles les individus partagent les mêmes lits. Par le simple fait de la promiscuité dans laquelle vivent certaines familles nigériennes, cela explique pourquoi cette mesure des gestes barrières est négligée voire ignorée. Ce qui pousse certaines personnes interrogées dans le cadre de cette recherche à affirmer que le confinement, de la façon dont il est observé ou pratiqué, n'est pas une mesure préventive mais politique parce que « *comment comprendre dans un cas d'urgence sanitaire, comme celui de Covid-19, on confine la nuit et on laisse les gens se balader la journée. Du coup, le confinement n'est pas total. C'est paradoxal et incompréhensible pour nous* ». Cela n'explique-t-il pas les facteurs ayant engendré les violences dans la gestion du confinement et du couvre-feu dans la capitale nigérienne ? Autrement dit, pendant cette gestion, quels sont les conséquences de ces violences sur la population de Niamey ?

2.1.2. Violences liées à la gestion du confinement et du couvre-feu nocturne à Niamey

Il s'agit ici, d'analyser les types de perceptions des personnes ayant été victimes et témoins du couvre-feu nocturne et/ou des violences policières pendant le confinement contre la Covid-19 à Niamey. Comme il se donne à

constater, la majorité des personnes interrogées dans le cadre de cette étude reconnaît deux (2) types de violences : physique et morale (ou psychologique). La première, à savoir la violence physique, renvoie aux violences policières tandis que la deuxième, la violence morale, crée une sorte de peur qui est restée permanente dans les esprits de ses victimes et parfois dans ceux des non victimes autrement dit les témoins.

Dans la plupart des situations observées, le non-respect des mesures prises ou instaurées par les autorités publiques, dans le contexte du confinement en général et du couvre-feu en particulier, se trouve être les causes de ces violences policières qui sont définies comme étant :

« Toute forme de violence physique ou verbale commise dans le cadre du travail policier par un fonctionnaire de police pouvant être considérée comme illégitime et inacceptable. [...] Les violences policières sont perçues comme la conséquence de l'utilisation non prévue par les textes réglementaires de moyens de contrainte mis à disposition des fonctionnaires de police. Elles caractérisent des comportements qui ne répondent pas aux critères de légalité, de proportionnalité, d'opportunité ou de subsidiarité. »

(https://comitep.be/document/onderzoeksrapporten/2017-05-04_violences_policières.pdf, p. 7)

En effet, certaines personnes sortent de leurs maisons braver les interdits soit parce qu'elles ne croient ni à l'existence du virus, ni aux autorités publiques et sanitaires. Ces personnes trouvent aussi exagéré le tapage médiatique sur la pandémie de Covid-19 contrairement aux autres maladies comme le paludisme qui tue pourtant beaucoup plus de gens au Niger et dans le reste du monde. Souvent le bras de fer qui les oppose aux forces de l'ordre, les pousse à les insulter tout en ignorant que le monopole de la « violence légitime » revient à l'Etat. C'est-à-dire si ce dernier prévient de ne pas circuler à une certaine heure de la journée ou de la nuit pour préserver la santé de la population, comme c'est le cas de cette pandémie, transgresser ces règles est susceptible de sanctions. Peut-on alors parler de violence au sens propre du terme ?

Ainsi, pour certains enquêtés il y a violence dans le sens où le couvre-feu a empêché à la population de se vaquer à leurs occupations de recherche de subsistance quotidienne surtout pendant la nuit. Ce couvre-feu nocturne a aussi empêché aux gens de se regrouper régulièrement aux alentours des concessions ou des lieux publics bien précis. Ce type de regroupement est communément appelé *fada*¹ dans le jargon local citadin. En effet, la *fada*

¹ Le mot *fada* est « un terme utilisé localement, commun aux langues djerma- songhaï et haussa » (BOYER, 2014: 2). Ce mot correspond assez exactement à l'expression *groupe de thé* définit comme « un ensemble de personnes se reconnaissant selon une identité commune (consommation du thé) et qui partagent un même lieu de consommation de cette boisson » (ISSOUFOU YERIMA, 2012: 20).

représente un lieu de regroupement des gens, en l'occurrence les jeunes, qui à la longueur de la journée discutent, débattent sur divers thèmes notamment politiques. Pour bien comprendre l'importance ou l'émergence des *fada* au Niger, il faut noter de passage qu'en tant que pays sahélo-saharien enregistrant de fortes chaleurs de températures, ses habitants ne sont pas habitués à rester toujours cloîtrés. D'où la nécessité de « prendre de l'air » devant leurs concessions est devenue pour eux plus qu'une habitude mais une culture. La *fada* également est un lieu de rencontre des chômeurs. Quand on sait que le Niger a une population où plus de 50 % sont jeunes et sans emploi. Donc la *fada* est le lieu idéal pour échanger pour « tuer le temps ».

Ces personnes enquêtées reconnaissent aussi que les autorités publiques ont géré la Covid-19 avec violence dans la capitale en appliquant une certaine méthode dictatoriale à caractère « inhumain » qui consiste à « *bastonner des gens qui sont à moto ou en véhicules parce qu'ils refusent de s'arrêter à la sommation des forces de l'ordre notamment la police* » ou à retrouver dans certains quartiers de Niamey « *des jeunes qui sont entrain de dormir dans leurs ghetto et les tabasser* ». Ces comportements aussi bien de la population, notamment les jeunes, que des forces de l'ordre ont davantage envenimé la situation en accentuant les violences enregistrées dans beaucoup de quartiers de la capitale. Donc à un certain moment, la gestion du confinement dans cette ville dénote plus de conflit que d'ordre à cause de l'inobservance des règles édictées par les autorités publiques.

2.1.3. Gestes barrières et comportements des personnes victimes et témoins des effets du couvre-feu nocturne et/ou des violences policières

Face aux effets du couvre-feu couplés avec les violences policières la population de Niamey, notamment les jeunes des quartiers populaires comme Goudel, Boukoki, Gamkalley, etc., a eu à riposter de façon violente pour se faire entendre. La majeure partie des mesures préventives ou des gestes barrières a été jugée inefficace surtout dans le secteur du transport en commun comme le témoigne cet enquêté : « *Un taximan remet les mêmes bavettes aux clients. Chaque bavette sera utilisée par 10 à 15 personnes la même journée. Je ne vois pas comment ces gestes barrières seront efficaces* ». En plus de leur inefficacité, certaines de ces mesures sont aussi appréciées comme étant impopulaires et exagérées par la population enquêtée comme le précise un des interviewé :

« Je n'apprécie pas du tout les mesures prises pour lutter contre la Covid-19 au Niger. Parce que tout d'abord, il y a la distanciation sociale qui exige de mettre au moins un mètre alors que dans les marchés et dans beaucoup de places publiques, cette mesure n'a jamais été respectée. Personne ne peut vous dire l'intérêt du couvre-feu à partir de 19h. Peut-être que c'est la nuit que le virus immigre facilement (rire !!!). Le matin je pars au marché et je peux contracter le virus. Si réellement

le virus existe, ces gestes barrières ne peuvent pas empêcher les contaminations à grande échelle. Par exemple tu peux tousser dans tes coudes, quelques instants après gratter tes yeux et avoir un contact direct avec ta bouche et ton nez et la contamination s'en suit. »

Cela ne montre-t-il pas le doute ayant plané sur l'existence du coronavirus au Niger ? Autrement dit, la population nigérienne croit-elle à la maladie de Covid-19 ? Lorsqu'on sait qu'une proportion non négligeable des personnes enquêtées affirme ceci : « *Quand il y a le silence, le nombre des cas liés au coronavirus augmente. Mais quand il y a la contestation de la population, le taux diminue au même moment où le nombre des malades guéris sans vaccin augmente de façon rapide* ».

Contrairement à certains enquêtés qui pensent que les mesures prises par le pouvoir public, à travers la pratique des gestes barrières, ont permis de réduire la vitesse de la propagation et le risque de contamination du virus. Ces gestes concernent surtout la pratique de la distanciation sociale ou plutôt physique, le port des masques, l'utilisation des gels hydro-alcooliques ou des désinfectants pour le lavage régulier des mains. Ce dernier, faut-il le souligner, a permis d'instaurer au moins une certaine culture hygiénique qui n'est pas sans conséquence sur la santé en général et la lutte contre le coronavirus en particulier. Comme l'affirme déjà la communauté scientifique à propos du lavage des mains en précisant qu'elle est « l'une des meilleures méthodes de prévention pour réduire la propagation du COVID-19 dans nos communautés. C'est pourquoi une bonne hygiène des mains est si importante. En l'absence de traitement ou de vaccin, la prévention est meilleure que le traitement » (Medecines for Humanity, 2020: 37).

Par contre pour d'autres enquêtés, cette distanciation sociale ou physique n'était pas du tout respectée dans certains endroits comme le marché, les mosquées, les lieux des cérémonies de mariage, baptême, décès et autres. Les faiblesses de ces mesures se justifient encore dans le fait qu'elles ont trop méprisé les lieux de cultes et particulièrement les mosquées où des fois les fidèles sont violentés en pleine prière par les forces de l'ordre (arrestations et bastonnades) parce qu'ils refusent d'observer les règles édictées par les autorités publiques. En effet, dans un pays où la quasi-totalité de la population est musulmane « plus de 98% de la population pratique l'Islam – dont 95% sont sunnites et 5% chiites » (Moulaye, Marthe et Makama, 2006), interdire aux gens de ne pas prier dans les mosquées semble être à l'origine de ces violences qui se sont matérialisées par des arrestations, des bastonnades de ces fidèles souvent en pleine prière. Cela a provoqué la révolte de la population surtout dans les quartiers populaires de Niamey où les jeunes gens se sont révoltés face à l'application de ces mesures qu'ils jugent exagérées, contraignantes, impopulaires et incompréhensibles parce que la fréquentation des marchés n'était pas quant à elle interdite. Les violences se font constater

surtout pendant les prières de vendredi et les nuits où certains marabouts et fidèles musulmans s'entêtent à se rendre à la mosquée pour les traditionnelles prières collectives : « *Mon papa s'est fait embarquer par la police parce qu'il a dirigé la prière de soubh ou de l'aube à la mosquée. Mais il n'a pas été violenté* ».

Par ailleurs, sur le plan éducatif, ce confinement a aussi impacté le secteur en engendrant le manque de continuité pédagogique du à la fermeture des établissements scolaires publics et privés à Niamey et au Niger en général. En effet, la sous injection des moyens conséquents pour promouvoir et supporter l'apprentissage virtuel, qui est en vogue actuellement dans « le monde à coronavirus », a non seulement créé une rupture dans la continuité éducative, mais aussi a marginalisé davantage les couches sociales fragiles et vulnérables. Alors que la promotion et la vulgarisation des outils numériques d'apprentissage pourraient servir d'interface pour pouvoir continuer les enseignements apprentissages au temps de Covid-19.

Faut-il aussi noter à ce niveau la non effectivité du système d'aide tant chanté par l'Etat à savoir la distribution gratuite des vivres ou des produits hygiéniques, la vente des céréales à prix modérés, etc. Bref, les mesures d'accompagnement n'ont pas couvert l'ensemble de la population en ce sens qu'elles ont été parcellaires, superficielles et insignifiantes : « *Au Niger, on confine sans mesures d'accompagnement. Ce faisant, vous ne pouvez pas garder les gens chez eux. Ailleurs, l'Etat aide la population à surmonter les conséquences du confinement* » martèle un des enquêtés. Cela peut expliquer, quelque part, les comportements violents des personnes victimes du confinement.

Toujours concernant le manque des mesures d'accompagnement surtout dans le domaine social comme le souligne un enquêté, il est à préciser que « *les factures d'eau et électricité ont été interprétées de façon philosophique par les entreprises relevant des secteurs. Autrement dit, l'esprit dans lequel le chef de l'Etat a demandé d'accorder des facilités à la population, cet esprit a été trahis par la suite* ». Dans le contexte nigérien seules les tranches sociales, qui étaient d'ailleurs des factures négligeables en termes de montants à payer, ont été considérées afin de rétrocéder aux clients un certain montant à l'occasion de la période du confinement qui a duré deux à trois mois. C'est pourquoi, eu égard aux malaises sociales engendrées par le confinement à Niamey, un autre enquêté pense que « *Suggérez un autre confinement, c'est suggérer un autre conflit. Car sans mesures d'accompagnement le fait d'empêcher aux gens de travailler, surtout ceux qui travaillent la nuit, c'est de les affamer davantage* ». C'est pour dire que le confinement est loin d'être une solution adéquate dans le contexte nigérien parce que l'Etat a très insuffisamment prévu des mesures d'accompagnement aux populations vulnérables à faire face aux difficultés du confinement et à celles de la vie quotidienne.

2.2. Discussion des résultats

La fin de l'année 2019 et le début de l'année 2020 restent incontestablement gravés dans les annales de l'histoire mondiale par l'apparition du coronavirus communément appelé Covid-19. Comme le confirme une étude réalisée dans le contexte européen, particulièrement français:

« Star incontestable de l'année 2020, ce virus sans attrait particulier et qui ne paraissait pas des plus dangereux a priori, baptisé Covid-19, a pourtant engendré au sein de nos sociétés développées une situation sans équivalent depuis la Seconde Guerre mondiale?: assignation à résidence de la population, arrêt de l'activité économique et de la vie sociale, climat de peur collective, gouvernement par ordonnances, rhétorique martiale et contrôles, voire couvre-feu, dans les espaces publics... Ledit virus a réussi ce dont rêvaient – sans pouvoir y parvenir – divers courants terroristes, extrémistes ou totalitaires ? Mettre nos sociétés et leurs diverses organisations sens dessus dessous et inaugurer une crise d'envergure inégalée à la fois économique, sociale et politique, voire géopolitique » (Loubat, 2020 : 205-206).

Ici, pour dire que la pandémie de Covid-19 met à nu la faiblesse des Etats pourtant considérés comme « émergents, développés, puissants ». Parmi ces derniers, rares sont ceux qui n'ont pas encore subi les affres de cette pandémie qui a presque mis aux arrêts les activités dans presque tous les secteurs de la vie socio-économique, politique, culturelle, etc. Ainsi, des auteurs comme Martin, Pisani-Ferry et Ragot (2020) montrent que « les mesures de confinement mises en place en réponse à la pandémie de Covid-19 ont conduit à une chute brutale de l'activité économique ». Donc les mécanismes mondiaux de la gouvernance sanitaire ont surtout été remis en question parce qu'ils ne répondent pas promptement et efficacement aux modes de propagation et aux effets dévastateurs du virus. La solution commune trouvée par les gouvernants de ces Etats était les « ...restrictions de mouvement et d'interaction dans de nombreux pays pour empêcher la propagation du COVID-19... » (Medecines for Humanity, 2020: 2).

Au Niger, particulièrement à Niamey, les résultats de cette étude montrent que la gestion de la Covid-19 par les autorités publiques a eu un impact surtout d'ordre social, économique et religieux sur la population. Malgré les mesures préventives, accompagnées par les gestes barrières, le confinement et le couvre-feu nocturne ont été sources de conflit entre la population et les autorités publiques. En effet, force est de constater que l'usage de l'arme pédagogique qu'est la sensibilisation a suffisamment fait défaut tout au long du processus. Car cette sensibilisation pourra permettre de mobiliser la population de Niamey, c'est-à-dire d'attirer son attention, pour qu'elle puisse adhérer pacifiquement et conséquemment aux mesures prises contre la propagation du virus. Ces mesures, pour qu'elles soient efficaces et

efficaces, sont susceptibles d'être en adéquation avec les conditions de vie de la population. Autrement dit, des mesures qui concordent et tiennent compte des réalités quotidiennes de cette dernière.

A propos des violences policières exercées sur les victimes à Niamey, les mêmes résultats d'enquête montrent que certaines forces de sécurité, communément appelées FDS, n'ont pas fait preuve d'esprit pacifique, de tolérance encore moins de compréhension vis-à-vis de la population dont elles ont la charge de protéger. Ainsi, les violences ont provoqué des « bavures policières » dans certains quartiers de la capitale. Les responsables de ces actes, comme le pense la majorité des enquêtés, sont restés impunis car les textes disciplinaires prévus en la matière ne leur ont été pas appliqués. Les règles du confinement aussi sont peu définies par les techniciens et peu vulgarisées par le politique qui est chargé de les faire respecter.

Par ailleurs, les données empiriques récoltées dans le cadre de cette étude font état d'une certaine « irresponsabilité » de la population à établir une véritable communication avec les autorités sanitaires. En effet, certains problèmes ou divergences politiques engageant les acteurs ont été transposés sur le côté sanitaire. Provoquant du coup le rejet ou l'acceptation à l'aveuglette des mesures gouvernementales par la population. Donc, l'objectivité cède la place à la subjectivité et a entraîné la population à banaliser le côté dangereux et mortel de la Covid-19 pour considérer son côté ironique, c'est-à-dire une maladie inventée juste pour créer la psychose dans les esprits des gens.

Aussi, les résultats de l'étude montrent qu'en matière de logement la promiscuité dans laquelle vit la population de Niamey ne lui permet pas de prendre au sérieux ou de respecter strictement les gestes barrières contre la Covid-19. Parce qu'il serait très difficile pour cette population, eu égard aux réalités du contexte, de respecter ou de pratiquer la distanciation physique. Contrairement à une étude menée par Bernard et al. (2020) qui montre qu'en France les mesures de confinement mises en place touchent de façon différenciée les populations, selon le type de logement qu'elles occupent ou la composition de leur ménage.

Dans presque le même ordre d'idées, des auteurs comme Bigot, Daudey et Hoibian (2020) expliquent comment le confinement est arrivé de manière inattendue à imposer aux Français de s'adapter très rapidement à une situation complètement inédite qui a chamboulé leur vie quotidienne, familiale et professionnelle. Ces auteurs ont montré surtout l'impact du confinement sur les jeunes de la tranche d'âge 15-24 qui ont vécu plus difficilement la période que leurs aînés, parce qu'en temps normal ils sortent souvent de chez eux, notamment pour voir leurs amis, tisser des liens sociaux qui sont importants dans leur constitution identitaire. Donc le fait d'abandonner cette habitude a créé chez ces jeunes une certaine souffrance car en habitant souvent dans de petits espaces, ils ont vu leur vie rétrécie entre quatre murs ou ont choisi pour

certaines de retourner vivre dans leurs familles, ce qui n'a pas été sans provoquer quelques tensions.

Cette situation est similaire à celle des jeunes des *fada* de Niamey qui ont vu bouleverser eux aussi leur mode de vie impactant du coup leur type de sociabilité. Ce qui explique en grande partie, comme le montrent les résultats de l'enquête, les violences policières enregistrées çà et là entre ces jeunes et les forces de sécurité faisant la patrouille à la tombée de la nuit surtout dans les quartiers populaires de la capitale.

Pour catégoriser ce type de violences, c'est-à-dire les violences policières, un certain nombre des faits dénoncés sont pris en considération pour les définir à savoir : les menaces ; la privation de liberté arbitraire ; les violences contre des personnes ou des biens ; la torture ; le traitement inhumain et dégradant ; le harcèlement ; le comportement inhumain, offensant et humiliant ; les abus de pouvoir ; le comportement ou attitude agressive ; les intimidations ; le comportement routier agressif ou dangereux en uniforme ou pendant le service (https://comitep.be/document/onderzoeksrapporten/2017-05-04_violences_policiers.pdf, p. 3). De façon générale, les personnes enquêtées dans le cadre de cette étude, reconnaissent être victimes et témoins de ces types de violences d'une manière ou d'une autre. Alors que, comme le montre une étude :

« On ne saurait transformer, dans un Etat de droit, les agents du maintien de l'ordre en des combattants en lutte, alors que les policiers sont des professionnels formés et habilités à faire un usage légitime et proportionné de la force. [...] le mal-être des policiers n'est peut-être pas sans lien avec la crise de la fonction et de l'encadrement des forces de l'ordre. [...] Le respect des droits de l'homme n'est pas un obstacle au maintien de l'ordre, mais bien au contraire un gage de cohésion sociale, c'est une exigence incontournable de garantie d'une police républicaine, au service de tous, et de respect des libertés individuelles et collectives. » (CNCDDH, 2020).

Enfin, une radiographie des violences policières subies par la population de Niamey lors du confinement, caractérisé par le couvre-feu nocturne, note que les FDS, composées des policiers, gendarmes et gardes nationaux, en sont les responsables. Quant aux victimes de ces violences, ce sont surtout les hommes notamment les jeunes exerçant des activités nocturnes ou fréquentant les *fada*. Les pratiques violentes des FDS à l'égard de leurs victimes, confirment les constats de Tartakowsky (2017 : 10-11) selon lesquels les acteurs de l'institution policière l'ont adopté « au détriment des populations dont ils ont théoriquement la charge d'assurer la protection. (---) La violence policière charrie son lot de toxines et empoisonne lentement mais sûrement les valeurs d'égalité, de fraternité et de liberté qui fondent la démocratie et la citoyenneté ». C'est dire que les FDS sont appelées à être responsables, c'est-à-dire en posant des actions visant à respecter les droits et

libertés individuels et cela aussi dans le respect strict des normes et valeurs républicaines et démocratiques.

Conclusion

Il ressort des résultats de la présente étude qu'au Niger, la gestion du confinement liée à la Covid-19 a eu un impact surtout d'ordre social, économique et religieux sur la population de Niamey. Malgré les mesures préventives, accompagnées par les gestes barrières, le confinement et le couvre-feu nocturne ont été sources de conflit entre ladite population et les autorités publiques notamment les forces de sécurité ou FDS. Autrement dit, les violences policières reflètent le caractère conflictuel de la gestion de la pandémie et freinent l'adhésion pacifique et totale de la population aux mesures préventives contre le coronavirus.

Aussi, faut-il noter que l'usage de l'arme pédagogique qu'est la sensibilisation a fait défaut tout au long du processus. Car cette sensibilisation pourra permettre de mobiliser la population de Niamey, c'est-à-dire attirer son attention, pour qu'elle puisse adhérer pacifiquement et conséquemment aux mesures prises contre la propagation du virus. A cela s'ajoute le défaut d'application, par le politique, des mesures efficaces et efficientes en adéquation avec les conditions de vie de la population, c'est-à-dire des mesures qui concordent et tiennent compte de leurs réalités quotidiennes.

A propos des violences policières exercées sur la population, les autorités publiques sont appelées à interpellier, à instruire et à doter les FDS d'un esprit pacifique, de tolérance, de compréhension vis-à-vis de la population dont elles ont la charge de protéger (et non de la violenter) et surtout de la sensibiliser sur le côté dangereux et mortel de la pandémie de Covid-19. Ces violences peuvent aussi être évitées en punissant les auteurs et co-auteurs à travers l'application des textes prévus en la matière. A cela s'ajoute la définition des règles du confinement par les techniciens avec l'appui du politique qui est chargé de les faire respecter.

Enfin, aux populations d'être des citoyens responsables privilégiant la communication avec les autorités sanitaires et publiques pour mieux gérer le confinement dans un climat de parfaite quiétude sociale. Cela dans le but de veiller sur leur santé et celle de leurs proches pour éradiquer cette pandémie à l'interne et au-delà même de nos frontières. Aux autorités, d'expliquer le pourquoi des mesures préventives aux populations car seul leur respect strict pourrait éloigner celles-ci de la maladie de Covid-19 sans trop de séquelles. Ces populations à leur tour d'être disciplinées afin d'observer ces mesures au mieux qu'elles peuvent. Au pouvoir politique d'assurer l'effectivité des mesures d'accompagnement pour pouvoir atteindre toutes les couches sociales se trouvant dans des besoins lors du confinement.

References:

1. BERNARD Vincent et al. (2020), « Logements sur occupés, personnes âgées isolées... : des conditions de confinement diverses selon les territoires », *Insee Focus* (189), <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4478728>, consulté le 10 janvier 2021.
2. BIGOT Régis, DAUDEY Emilie et HOIBIAN Sandra (2020). « Heurs et malheurs du confinement », *Note De Synthèse* (Credoc) (32), www.credoc.fr/publications/heurs-et-malheurs-du-confinement, consulté le 14 janvier 2021.
3. BOYER Florence (2014), « Faire fada » à Niamey (Niger) : un espace de transgression silencieuse? *Carnets de géographes*, Rubrique Carnets de recherches, n°7, juin, pp. 1-17, URL : <http://journals.openedition.org/cdg/421>; DOI : 10.4000/cdg.421, consulté le 09-05-2021.
4. CNCDH, « Déclaration sur les violences policières illégitimes », Paris, 28 janvier 2020, [202801_declaration_sur_les_violences_policieres.pdf](https://www.cncdh.fr/fr/202801-declaration-sur-les-violences-policieres.pdf) (cncdh.fr), consulté le 08-05-2021.
5. CONDUCTIVE SPACE FOR PEACE, HUMANITY UNITED et PEACE DIRECT, *COVID-19 et consolidation de la paix sur le terrain*, Avril 2020, <https://s3.eu-central-1.amazonaws.com/peace-insight/COVID-19-et-consolidation-de-la-paix-sur-le-terrain.pdf>, consulté le 11-05-2021.
6. ISSOUFOU YERIMA Issa (2012), *La sociabilité dans les groupes de thé chez les jeunes du quartier Couronne Nord de Niamey*. Université Abdou Moumouni de Niamey, Mémoire de maîtrise ès-lettres : option Sociologie urbaine.
7. KASHONGWE Innocent Murhula et al. (Juin 2020), « Manifestations cliniques de l'infection à Coronavirus SARS-Cov-2 (COVID-19) », *Revue générale, Annales Africaines de Médecine*, vol. 13, n° 3, pp. 3685-3693.
8. LE BRAS Hervé (2020), *L'épidémie et son terrain social*. Paris Fondation Jean Jaurès <https://jean-jaures.org/nos-productions/l-epidemie-et-son-terrain-social>, consulté le 07 janvier 2021.
9. LOUBAT Jean René (2020), « Covid-19, analyseur d'un système en crise », *Gestions Hospitalières*, (595), pp. 205-207.
10. MARLIER Eric, « Dans les cités, le sentiment d'injustice s'intensifie avec le confinement », *The conversation*, 27 avril 2020, <https://theconversation.com/dans-les-cites-le-sentiment-dinjustice-sintensif>, consulté le 29/04/2021.

11. MARTIN Philippe, PISANI-FERRY Jean et RAGOT Xavier (2020), « Une stratégie économique face à la crise », Notes du CAE (Les) (57), <http://www.cae-eco.fr/Une-strategie-economique-face-a-la-crise>, consulté le 10 janvier 2021.
12. MEDECINES FOR HUMANITY, *Coronavirus-19 (COVID-19) Prévention, traitement et protection de soi et des autres*, Mars 2020, 38 pages, <https://medicinesforhumanity.org/covid19-global-pandemic/>, consulté le 31 octobre 2020.
13. MOULAYE Hassane, MARTHE Doka, MAKAMA Bawa, *Étude sur les Pratiques de l'Islam au Niger*, Rapport provisoire, avril 2006. https://www.liportal.de/fileadmin/user_upload/oefentlich/Niger/40_gesellschaft/islamrapportprovisoire24avril2006concorde.pdf, consulté le 20 juin 2021.
14. PARADIS Gilles et DÉRY Véronique, (Sous la dir.), (mai 2020), *COVID-19 : Caractéristiques épidémiologiques et cliniques*, Institut national de santé publique du Québec.
15. SAFON Marie-Odile et SUHARD Véronique, (2020), *Covid-19 : Éléments de littérature scientifique*, Centre de documentation de l'IRDES, Synthèses & Bibliographies.
16. TARTAKOWSKY Pierre (Mars 2017), « Violences policières, désordres majeurs », *Hommes & Libertés*, N° 177, pp. 10-12.
17. https://comitep.be/document/onderzoeksrapporten/2017-05-04_violences_policieres.pdf, consulté le 18 avril 2021.